



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL  
DES  
ACTES ADMINISTRATIFS**

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**N° Spécial**

**28 Avril 2021**

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N° Spécial DCPAT du 28 Avril 2021**

**SOMMAIRE**

<b>Arrêtés- Décision</b>	<b>Date</b>	<b>DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL</b>	<b>Page</b>
DCPPAT N° 2021-13	19.02.2021	Décision préfectoral dispensant la société SOGEPP, en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, de réaliser une évaluation environnementale relative à son projet d'augmentation de la capacité de stockage de produits relevant des rubriques 4331 et 4511 de la nomenclature des installations classées sur le dépôt pétrolier qu'elle exploite au 27, route du Bassin n° 6 à Gennevilliers.	4
DCPPAT N° 2021-23	01.03.2021	Arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer les activités qu'exploite la société SUEZ RV Ile-de-France au titre des installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement situé 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers.	7
ANNEXE		Graphique 1 : Emprise de l'établissement	22
ANNEXE		Graphique 2 : Schéma général d'implantation des zones d'entreposage.	23
DCPPAT N° 2021-43	16.04.2021	Arrêté préfectoral complémentaire visant à imposer dans un délai d'un mois à la société PMC Isochem la réalisation d'études complémentaires portant sur l'analyse de l'intégrité actuelle du citernage central ainsi que son maintien en fonctionnement dans des conditions de sécurités acceptables, et démontrant la capacité du système de défense contre l'incendie de l'établissement qu'exploite au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers.	24

Arrêts- Décision	Date	DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL	Page
DCPPAT N° 2021-44	16-04-2021	Arrêté préfectoral mettant en demeure la société PMC Isochem de respecter dans un délai de 5 mois, la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE/2 n° 2008-141 du 12 novembre 2008 ainsi que l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2013-60 du 15 Avril 2013 pour les installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers.	28



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**Décision préfectoral DCPAT n°2021-13 du 19 février 2021, dispensant la société SOGEPP, en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, de réaliser une évaluation environnementale relative à son projet d'augmentation de la capacité de stockage de produits relevant des rubriques 4331 et 4511 de la nomenclature des installations classées sur le dépôt pétrolier qu'elle exploite au 27, route du Bassin n°6 à Gennevilliers.**

**Le préfet des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°95 048 du 3 octobre 1995 fixant de nouvelles conditions d'exploitation au dépôt pétrolier situé au 27, Route du Bassin n°6 à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE n°2009-026 du 13 février 2009 prescrivant à la société SOGEPP, la mise à jour de l'étude de danger et la prescription de mesures complémentaires de réduction du risque à la source concernant le dépôt pétrolier situé au 27, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n°DRIEE-UD92-002-2021 relative au projet d'augmentation de la capacité de stockage de produits relevant des rubriques 4331 et 4511 de la nomenclature des installations situé 27 route du bassin n°6 à Gennevilliers, reçue complète le 22 janvier 2021,
- Vu** la note de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 5 février 2021, indiquant que le projet ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale et relève de la procédure d'examen au cas par cas,

**Considérant** que l'établissement de la société SOGEPP est situé dans la zone industrielle du port de Gennevilliers, au 27, route du Bassin n°6 à Gennevilliers,

**Considérant** que le projet consiste à augmenter les capacités de stockage du dépôt pétrolier SOGEPP en éthanol :

- en réutilisant la capacité totale proposée par le bac 8,
- en installant une cuve supplémentaire de 18 m<sup>3</sup> pour les additifs,

**Considérant** que l'extension de capacité en éthanol, au sens du point II de l'article R122-2 du code de l'environnement, dépasse le seuil de l'enregistrement de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant** que l'emprise du dépôt pétrolier SOGEPP reste identique et que le pétitionnaire n'indique pas l'ajout de nouvelles activités, matières ou substances présentant des risques particuliers ou des risques différents pour la protection de l'environnement concernant les produits habituellement utilisés,

**Considérant** que le projet n'intercepte aucun périmètre de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels, au paysage et au patrimoine, aux risques, aux nuisances, ...,

**Considérant** que le projet n'aura pas d'impact sur le paysage,

**Considérant** que le projet est situé en zone C – Urbaine dense, définie par le zonage réglementaire de la commune de Gennevilliers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) des Hauts-de-Seine approuvé par arrêté préfectoral du 9 janvier 2004, et qu'il devra en respecter le règlement,

**Considérant** que les déblais nécessaires à l'implantation enterrée de la cuve des additifs devront être évacués et traités conformément à la réglementation relative aux déchets,

**Considérant** que les effets cumulés du projet sont peu significatifs par rapport à d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone,

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé :

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

## DECISION

### **Article 1<sup>er</sup> - Dispense d'évaluation environnementale:**

Le projet présenté par la société SOGEPP consistant à augmenter la capacité de stockage de produits relevant des rubriques 4331 et 4511 de la nomenclature des installations dans son dépôt pétrolier situé 27 route du bassin n°6 à Gennevilliers, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

### **Article 2 – Autres autorisations administratives:**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 - Notification :**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

**Article 4 - Publication :**

En application de l'alinéa IV de l'article R.122-3 précité, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

**Article 5 - Exécution :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

V. BERTON



**Arrêté préfectoral complémentaire DCPPAT n°2021-23 du 1<sup>er</sup> mars 2021, visant à encadrer les activités qu'exploite la société SUEZ RV Ile-de-France au titre des installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement situé 21, route du Bassin n°5, à Gennevilliers.**

**Le préfet des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, parties législative réglementaire, et notamment les articles L.171-14, L.511-1, R.122-2, R.181-46, R.516-1,

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

**Vu** l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 1999 réglementant le centre de tri et de valorisation de déchets de la société SITA Île-de-France situé au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation à la société SITA située au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral DRE n°2014-112 du 10 juin 2014 relatif à la constitution du montant des garanties financières,

**Vu** l'arrêté préfectoral DCPPAT n°2018-104 du 18 juin 2018 prescrivant à la société SUEZ RV Ile-de-France des prescriptions complémentaires concernant les installations situées au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** la décision DCPPAT N°2020-75 du 27 juillet 2020 dispensant la société SUEZ RV Ile-de-France, en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, de la réalisation d'une évaluation environnementale concernant son projet visant à modifier les aires d'entreposage de déchets de son établissement sis au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 29 juillet 2019,

**Vu** le projet de la société SUEZ RV Ile-de-France porté à la connaissance du préfet par courrier du 8 janvier 2020 visant à modifier son installation de tri/transit de déchets qu'elle exploite au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la (DRIEE) en date du 5 février 2020,

**Vu** le courriel de la société SUEZ RV Ile-de-France en date du 1<sup>er</sup> avril 2020 transmettant une nouvelle version du porter à connaissance,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la (DRIEE) en date du 30 avril 2020,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 8 août 2020,

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020, complété par courriels des 16 et 28 octobre 2020 transmettant les réponses aux demandes complémentaires formulées par l'inspection, ainsi qu'un dossier consolidé,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 13 novembre 2020, proposant d'encadrer les activités qu'exploite la société SUEZ RV Ile-de-France au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers,

**Vu** le courrier de la DRIEE en date du 13 novembre 2020 transmettant à la société SUEZ RV Ile-de-France le rapport du 13 novembre 2020 précité et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

**Vu** les observations formulées par courriel le 27 novembre 2020 par la société SUEZ RV Ile-de-France,

**Vu** la note de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 15 décembre 2020,

**Considérant** que la société SUEZ RV Ile-de-France a un projet qui consiste à implanter au 21, route du Bassin n°5 à Gennevilliers, une nouvelle presse à balle de papier carton et plastiques, à agrandir la surface et à augmenter les capacités des installations de stockage temporaire de déchets, notamment par l'implantation d'une nouvelle zone en bordure de darse, ainsi qu'un remaniement large des stocks afin d'accueillir de nouveaux déchets ou d'adapter le site aux modifications décrites ci-avant,

**Considérant** que les modifications projetées par le pétitionnaire consistent principalement :

- en une réorganisation des espaces de stockage,
- à l'accueil de nouveaux déchets relevant de rubriques pour lesquelles l'établissement est déjà autorisé,
- à l'augmentation de la capacité d'entreposage de déchets de papier/carton et plastiques,
- à l'installation et aux adaptations nécessaires à l'exploitation d'une presse à balles,

**Considérant** que la société SUEZ RV Ile-de-France a transmis l'ensemble des éléments demandés en ce qui concerne les caractéristiques techniques de l'installation,

**Considérant** que l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE, dans son rapport en date du 13 novembre 2020 précité, acte que les éléments transmis concernant les caractéristiques techniques sont conformes à la réglementation applicable,

**Considérant** que la modification est notable mais non substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

**Considérant** que le dossier de porter à la connaissance du préfet par la société SUEZ RV Ile-de-France vise à communiquer les modifications apportées aux conditions d'exploitation de l'établissement en réponse à la non-conformité notable n°1 constatée lors de l'inspection du 11 juillet 2019,



**Considérant** que ce projet modifie le tableau de classement de l'établissement établi au point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 modifié précité,

**Considérant** que le projet modifie les conditions d'exploitation visées au dernier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2012 précité et nécessite ainsi une mise à jour de l'arrêté préfectoral DRE n°2014-112 du 10 juin 2014 précité portant sur la constitution et le montant des garanties financières,

**Considérant** que le montant de la garantie financière dépasse la somme de 100 000 €, l'exploitant devra constituer celle-ci conformément au 6<sup>e</sup> alinéa de l'article R.516-1 du code de l'environnement,

**Considérant** que la demande d'examen au cas par cas a abouti à la décision préfectorale DCPAT n°2020- 75 de dispense d'évaluation environnementale prise le 27 juillet 2020 pour ce projet,

**Considérant** que l'installation ne présente pas d'effets majeurs sur les intérêts mentionnés au L.511-1 du code de l'environnement et qu'elle s'implante dans un établissement doté de moyens de protection de l'environnement suffisant et situé dans une zone industrielle « multi-modale » fortement artificialisée,

**Considérant** que l'inspection, dans sa note en date du 15 décembre 2020, propose de prendre l'arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer les modifications portant sur les installations de l'établissement SUEZ RV Ile-de-France conformément au projet révisé joint dans cette note,

**Considérant** que l'exploitant ne sollicite pas de demande d'aménagement aux différentes prescriptions d'exploitation fixées par les arrêtés ministériels applicables aux installations,

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet d'arrêté complémentaire n'a pas à être préalablement soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Considérant** qu'il convient de garantir les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

## ARRETE

### TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SUEZ RV Île-de-France, enregistrée au R.C.S NANTERRE (SIRET : 662 014 489 00485), représenté par son Responsable de site, et dont le siège social est situé 19-21, rue Emile Duclaux à Suresnes (SIRET : 662 014 489 00758, R.C.S. NANTERRE), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'acte antérieur en date du 11 juillet 2007, modifiées en date du 18 juin 2018, et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Gennevilliers, au 19-21 route du bassin n°5 (coordonnées Lambert 93 X=648016 et Y=6871808), les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

L'arrêté préfectoral DCPAT n°2018-104 du 18 juin 2018 est abrogé.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2007-104 du 11 juillet 2007 et DRE n°2014-112 du 10 juin 2014 sont supprimées, modifiées ou complétées par le présent arrêté dans les conditions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Le cas échéant, références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature de la modification
Arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007	points 1 et 2 de l'article 1 Point 7.3.2 de l'article 1 Point 7.3.4 de l'article 1 Point 7.5.3 de l'article 1	Modifié par l'article 3 du présent arrêté Modifié par l'article 6 du présent arrêté Modifié par l'article 7 du présent arrêté Modifié par l'article 8 du présent arrêté

Arrêté préfectoral DRE n°2014-112 du 10 juin 2014	Point 7.5.5 de l'article 1	Modifié par l'article 9 du présent arrêté
	Point 7.7 de l'article 1	Modifié par l'article 10 du présent arrêté
	Point 9.1.3 de l'article 1	Modifié par l'article 11 du présent arrêté
	Point 9.1 de l'article 1	Complété par l'article 12 du présent arrêté
	Point 9.3 de l'article 1	Complété par l'article 13 du présent arrêté
	Point 9.4.5 de l'article 1	Modifié par l'article 14 du présent arrêté
	Point 10.6 de l'article 1	Modifié par l'article 15 du présent arrêté
	Point 11.2 de l'article 1	Suppression
	Point 11.5 de l'article 1	Suppression
	Point 11.11 de l'article 1	Suppression
	Chapitre 12 de l'article 1	Modifié par l'article 16 du présent arrêté
	Article 2	Modifié par l'article 17 du présent arrêté
	Article 3	Modifié par l'article 18 du présent arrêté
Article 4	Modifié par l'article 19 du présent arrêté	

### ARTICLE 3 : TABLEAU DE CLASSEMENT DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1. La société SUEZ RV Île-de-France, dont le siège social est situé 19-21, rue Emile Duclaux à Suresnes (SIRET : 662 014 489 00758, R.C.S. NANTERRE), doit se conformer, pour l'exploitation de ses installations situées 21, route du bassin n°5 à Gennevilliers (92230 ; coordonnées Lambert 93 X=648016 et Y=6871808) (n° SIRET : 662 014 489 00485), classables sous les rubriques énoncées ci-dessous, à l'ensemble des dispositions du présent arrêté :

Rubrique et alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé (***)
2791.1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, [...] et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : (A) 2. Inférieure à 10 t/j : (D)	140 t/j de déchets de bois broyés	140 t/j
2714.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> : (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> : (D)	Volume total susceptible d'être présent dans les installations** relevant de la rubrique étant de 10 813 m <sup>3</sup>	12 000 m <sup>3</sup>
2716.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, [...] et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> : (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> : (DC)	Volume total susceptible d'être présent dans les installations** relevant de la rubrique étant de 5 888 m <sup>3</sup>	5 900 m <sup>3</sup>
2711.2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation	Volume susceptible	150 m <sup>3</sup>

		en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> : (DC)	d'être entreposé de 150 m <sup>3</sup>	
2713.2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : a) Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> : (E) b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> : (D)	Surface de 150 m <sup>2</sup> pour les aciers/ferrailles issus du tri et 800 m <sup>2</sup> de câbles (cuivre, aluminium et métaux non ferreux)	950 m <sup>2</sup>
2715	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup>	Volume total de verre susceptible d'être présent : 260 m <sup>3</sup>	260 m <sup>3</sup>
2517	NS	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> : (E) 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> : (D)	Superficie totale des zones de transit relevant de la rubrique de 558 m <sup>2</sup>	-
1435	NS	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup> : (E) 2. Supérieure à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> : (DC)	Distribution de GNR uniquement. Volume distribué en 2018 : 321 m <sup>3</sup> Volume distribué en 2019 : 240 m <sup>3</sup>	-

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NS (Non Soumis)

(\*\*) Voir répartition des stocks au chapitre 12 du présent arrêté.

(\*\*\*) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

2. Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Les installations et leurs annexes occupent une surface de 36 366 m<sup>2</sup> dont l'emprise est décrite en annexe graphique 1 du présent arrêté.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

#### ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, ou tous textes les remplaçant (liste non exhaustive):

Dates	Textes
06/06/18	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques,

	caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement NOR : TREP1800801A
15/10/10	Arrêté du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 NOR : DEVP1022266A

## **ARTICLE 5 : RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **TITRE 2 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 6 : TRAITEMENTS DES EAUX**

Les dispositions du point 7.3.2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.3.2. – Toutes les eaux pluviales, les eaux de lavage des véhicules et des installations ainsi que les éventuelles eaux résiduaires des bâtiments d'activité seront collectées et rejetées par l'intermédiaire de quatre points de rejet.

Un point de rejet débouche directement en darse, deux points de rejets sont raccordés à l'égout ovoïde du port qui traverse de part en part l'établissement. Les eaux collectées du bassin versant comprenant notamment la zone d'entreposage 24.3 sont rejetées dans le réseau collectif du port.

Chaque point de rejet sera équipé d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures suffisamment dimensionné selon les règles de l'art destiné à traiter l'ensemble des effluents qu'il collecte.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures seront vidangés aussi souvent que de besoin et au moins une fois par an, les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures seront placés afin d'éviter au maximum leur mise en eau en cas de remontée de la nappe d'accompagnement de la Seine. »

### **ARTICLE 7 : TRAITEMENTS DES EAUX VANNES**

Les dispositions du point 7.3.4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« 7.3.4. – Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques sont dirigées vers une station d'épuration enterrée assurant l'épuration des effluents avant rejet dans l'égout ovoïde du port mentionné au point 7.3.2.

Un entretien et une vidange régulière de la station sont réalisées afin de garantir les niveaux de performances attendus de l'équipement.

Concernant le traitement des eaux usées domestiques, l'exploitant effectue une autosurveillance sur les paramètres suivants :

Paramètre	Concentration maximale à respecter moyenne journalière
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours (DBO5, code SANDRE : 1313)	35 mg (O <sub>2</sub> ) / l
Demande Chimique en Oxygène (DCO, code SANDRE : 1314)	200 mg (O <sub>2</sub> ) / l

*AG*

Les valeurs se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté.

L'exploitant dispose d'un point de prélèvement aménagé permettant tout prélèvement aux fins d'analyses. Ce point de prélèvement est implanté en sortie de station d'épuration et en amont de tout point entraînant la dilution des eaux traitées avec tout autre effluent. Les prélèvements sont effectués à une période représentative d'une journée représentative de l'activité nominale.

Le délai maximal entre deux mesures est de un an. »

#### **ARTICLE 8 : TRAITEMENTS DES EAUX**

Les dispositions du point 7.5.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 7.5.3. – Isolement du réseau d'assainissement et du milieu naturel**

En amont de chacun des points de rejet des effluents liquides cités aux points 7.3.1 et 7.3.2 du présent arrêté, une vanne de sectionnement, ou tout autre dispositif équivalent (bouton coup de poing d'arrêt d'urgence des pompes de relevage des effluents par exemple) sera installé pour permettre l'isolement du réseau d'eaux résiduaires en cas de déversement accidentel.

Les dispositifs d'isolement du réseau seront en nombre suffisant, bien visibles et facilement accessibles en tout temps, notamment par les services de secours.

Une pancarte indestructible indiquera clairement leur fonction et leur mode d'utilisation. Ils seront entretenus et vérifiés régulièrement.

Les consignes en cas d'incendie ou d'accident prévoiront clairement les conditions d'isolement du réseau. »

#### **ARTICLE 9 : ZONES DE CONFINEMENT**

Les dispositions du point 7.5.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 7.5.5. – Zones de confinement**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Pour ce faire, l'installation dispose d'un dispositif de confinement interne, d'un volume minimal de 2 160 m<sup>3</sup>. Il est constitué par trois zones de rétention, aménagées de façon à pouvoir contenir efficacement 1 650 m<sup>3</sup> d'eau au sud, 300 m<sup>3</sup> au nord et 210 m<sup>3</sup> pour l'extension accueillant l'aire d'entreposage 24.3 de balles de papier/carton et plastique.

Le confinement des zones de rétention nord (300 m<sup>3</sup>) et sud (1 650 m<sup>3</sup>) est assuré par l'actionnement automatique des dispositifs d'obturation définis à l'article 7.5.3 du présent arrêté, asservis à la détection incendie. Cette détection entraîne également l'arrêt automatique de la pompe de relevage du tubosider installée sous chaussée constituant la rétention de l'aire d'entreposage 24.3. L'arrêt effectif de cette pompe de relevage est visualisable par un voyant ou tout dispositif comparable situé à proximité de la commande manuelle d'arrêt.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les eaux d'extinction collectées ne peuvent être rejetées que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

#### **ARTICLE 10 : INONDATIONS**

Les dispositions du point 7.7 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 7.7. – Inondation**

Toutes dispositions seront prises, en cas d'annonce de crues pouvant affecter le site, pour évacuer l'ensemble des produits susceptibles de générer un écoulement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel. Les produits susceptibles de polluer les eaux seront stockés hors d'atteinte des crues décennales.

Un plan d'intervention (prévoyant notamment l'évacuation des produits) en cas d'inondation est mis en place. Il comprend par ailleurs les dispositions prévues afin d'éviter l'emport de tous types de déchets, y compris les déchets non dangereux, par la crue. Il sera mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tous les éléments techniques pouvant présenter une vulnérabilité aux inondations seront situés au-dessus de la surface inondable.

Les installations seront mises en sécurité conformément au Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Seine dans le département des Hauts-de-Seine approuvé par arrêté préfectoral du 09 janvier 2004. »

#### **ARTICLE 11 : INTERDICTION DE STATIONNEMENT DE BARGES AU DROIT DU QUAI DE LA ZONE 24.3 EN DEHORS DES OPERATIONS DE CHARGEMENT/DECHARGEMENT**

Les dispositions du point 9.1.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 9.1.3. – Les portes ouvrant sur la voie publique auront leur accès toujours dégagé.

L'accès au site devra pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Des voies de circulation devront être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles seront étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles seront constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant.

Une matérialisation au sol interdira le stationnement des véhicules devant les issues.

L'établissement disposera d'une aire d'attente pour camions.

Le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques sera interdit.

Le stationnement de barges au droit du quai de la zone 24.3 en dehors des opérations de chargement/déchargement est interdit.

Les personnes étrangères à l'établissement ne devront pas avoir l'accès libre aux installations. »

#### **ARTICLE 12 : SURVEILLANCE DE L'ETABLISSEMENT**

Le point 9.1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 est complété par les dispositions suivantes :

« 9.1.5. – Surveillance de l'établissement

En-dehors des heures d'exploitation, un gardien est présent sur le site.

Le site est placé sous vidéosurveillance en permanence (24h/24 et 7j/7). »

#### **ARTICLE 13 : PREVENTION DU RISQUE INCENDIE**

Le point 9.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 est complété par les dispositions suivantes :

« 9.3.3 – Prévention du risque incendie.

Lors du contrôle des déchets entrants prévu au point 11.4.5 du présent arrêté, l'exploitant s'assurera de l'absence d'élément pouvant générer une source d'ignition.

En outre, un système de détection incendie fixe constitué de caméras assure la surveillance en continu des stockages susceptibles de présenter un risque incendie. Ce système de détection actionne une alarme perceptible en tout point du site permettant d'assurer l'alerte précoce du personnel ou du gardien en dehors des heures d'exploitation. »

#### **ARTICLE 14 : RONDES**

Les dispositions du point 9.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 9.4.5. – Rondes

Des rondes régulières sont réalisées, pendant les heures d'ouverture mais également en dehors des heures d'ouverture, afin de vérifier la température des différents stockages de déchets présentant un risque incendie. Les températures, mesurées à l'aide de caméras thermiques portatives, sont consignées dans un registre.

L'exploitant établit une consigne particulière déterminant les actions à entreprendre selon les températures mesurées et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. En cas de dépassement des seuils de température que cette consigne définit, l'exploitant fera apparaître les actions entreprises dans le registre prévu à l'alinéa ci-dessus. Cette consigne est tenue à jour afin d'intégrer le retour d'expérience et mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le dossier mentionné au point 4.7 du présent arrêté. »

#### **ARTICLE 15 : ENTREPOSAGE TRANSITOIRE DE DECHETS NON AUTORISEES**

Les dispositions du point 10.6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 10.6. – Entreposage transitoire de déchets non autorisés**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les déchets non autorisés par le présent arrêté préfectoral ou non-conformes sont regroupés en trois zones d'entreposage dont la localisation est identifiée en annexe graphique, dans l'attente du retour vers le producteur ou d'une évacuation vers un centre de traitement adapté.

Ces zones présentent un sol étanche et les déchets sont entreposés sur rétention.

L'entreposage de déchets non autorisés par le présent arrêté préfectoral ou non-conformes ailleurs que dans les zones identifiées est interdit.

Seuls les déchets découverts fortuitement lors des apports pourront y être entreposés.

Les éventuels déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 issus du tri ne pourront être présents dans l'établissement en quantité totale cumulée supérieure au seuil de l'autorisation de la rubrique susmentionnée.

Le temps d'entreposage ne pourra excéder deux semaines dans tous les cas sauf pour les déchets radioactifs. Pour ces derniers, dès confirmation du caractère radioactif des déchets concernés, l'exploitant sollicite une société radio-compétente pour l'évacuation de ces déchets. Le temps d'entreposage des déchets radioactifs dur dite est limité au strict minimum. Les déchets sont mis en attente dans une zone clairement identifiée, balisée et limité en accès. L'exploitant dispose des justificatifs démontrant les actions engagées nécessaires à la prise en charge pour évacuation de ces déchets conformément à la réglementation.

Par ailleurs, sans préjudice des dispositions précédentes, les déchets non autorisés suivants, tirés du tri, ne dépassent pas la masse maximale instantanée indiquée :

- bouteilles de gaz/extincteurs : 1 tonne ;
- déchets radioactifs : 1 tonne ;
- autres déchets dangereux : 1 tonne. »

#### **ARTICLE 16 : MODIFICATION DES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT.**

Les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 12. Activités réalisées sur le site**

###### **12.1. Généralités**

Sur le site sont exploitées les activités suivantes :

- réception et de tri des déchets du BTP et d'objets encombrants (§12.2);
- réception et broyage de déchets de bois (§12.3);
- transfert direct de déchets non dangereux (§12.4);
- réception, transit et tri de déchets industriels valorisables (DIV = papiers, cartons, plastique, etc.) et activité de préparation et de conditionnement au transport de déchets de papier/carton et plastiques par compactage et mise en balle (§12.5).

Les zones d'entreposage sont implantées en cohérence avec le schéma disponible en annexe graphique du présent arrêté et les hypothèses prises dans le cadre de l'étude incendie SETEC (rapport 46311\_R01C, version C du 19/03/2020). Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté.

###### **12.2. – Activité de réception et de tri des déchets du BTP et d'objets encombrants**

**12.2.1.** Un bâtiment entièrement couvert, d'une superficie de 2 170 m<sup>2</sup>, est dédié à la réception et au tri des déchets de démolition et d'objets encombrants. Il comprend :

a) des aires d'entreposage :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
1	Déchets de démolition	2716	1232	554	462	oui
2	Pré-tri / objets encombrants	2716	80	312	30	oui
3	Objets encombrants	2716	960		300	oui

b) Une chaîne de tri dont le trommel est équipé d'un système d'aspiration des poussières. La capacité maximale de tri est de 160 000 t/an.

12.2.2. Zones d'entreposage spécifiques pour les déchets issus du tri :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
4	Gravats issus du tri	2517	-	676,2 <sup>1</sup>	290	oui
6	Poussières	2716	150	45	-	non
7	Matelas	2716	100	10	31	oui
17	Blocs bétons issus du tri	2517	-	609	178	non
14	Acier/ferrailles	2713	-	30	150	non
15	déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	2711	150	30	75	non <sup>2</sup>

<sup>1</sup> La masse instantanée maximale autorisée de la zone n°4 est partagée avec la masse instantanée entreposée dans la zone n°8 (Gravats propres en transit), de manière à ce que la somme des masses des zones n° 4 et 8 n'excède pas 676,2 tonnes.

<sup>2</sup> La zone d'entreposage est couverte lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

12.3. – Activité de réception et de broyage de déchets de bois

Les activités de réception et broyage de déchets de bois sont réalisées dans un bâtiment dédié de 1 900 m<sup>2</sup> qui comporte :

a) des aires d'entreposage :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
18	Bois à broyer (amont)	2714	820	246	-	oui
19	Copeaux de bois « broyats »	2714	2600	525,2	-	oui
20	Copeaux de bois fins « fines »	2714	1350	351	-	oui

Une brumisation est mise en œuvre au niveau des aires d'entreposage si nécessaire pour minimiser les envois de poussières.

La durée de stockage dans les alvéoles n'exécède pas cinq jours.

b) Une unité de broyage de déchets de bois.



Un système d'aspiration des poussières est mis en place sur la partie de la chaîne de broyage la plus fortement émettrice d'envois de poussières (tour d'affinage).

#### 12.4. – Activité de transfert direct de déchets non dangereux

12.4.1 Un bâtiment entièrement couvert, d'une superficie de 1 200 m<sup>2</sup>, disposé sur deux niveaux (0 et 1) comprend notamment, en plus de la zone 7 mentionnée au point 12.2.2 du présent arrêté, les aires d'entreposages suivantes :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
9	Déchets non dangereux ultimes <sup>1</sup> (niveau 1)	2716	840	129	140	oui
5	Plâtres	2716	190	76	-	oui
8	Gravats propres en transit	2517	-	676,2 <sup>3</sup>	90	oui
27	Pneus <sup>2</sup>	2714	100	14	31	oui

<sup>1</sup> La fosse de déchets ultimes est vidée tous les soirs.

<sup>2</sup> le stock de pneu est rangé dans trois bennes.

<sup>3</sup> La masse instantanée maximale autorisée de la zone n°8 est partagée avec la masse instantanée entreposée dans la zone n°4 (Gravats issus du tri), de manière à ce que la somme des masses des zones n° 4 et 8 n'excède pas 676,2 tonnes.

La dalle de 700 m<sup>2</sup> constituant le niveau 1 ne comprend pas d'entreposage de déchets en fonctionnement normal.

12.4.2 En extérieur, dans la partie nord-ouest de l'établissement à proximité de l'entrée du site, se trouve une zone d'entreposage de balles de papiers/cartons et plastiques en transit :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
24.3	Balles papiers/cartons et plastiques	2714	1440	888 <sup>1</sup>	360	non <sup>2</sup>

<sup>1</sup> La masse maximale autorisée comprend l'ensemble des zones 24 (y compris 24.1 et 24.2).

<sup>2</sup> La zone d'entreposage est couverte lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

La zone d'entreposage 24.3 est organisée de la manière suivante :

a) L'îlot d'entreposage de balles papiers/cartons ainsi que l'îlot d'entreposage de balles plastiques sont matérialisés au sol afin de permettre la vérification visuelle du respect de la quantité maximale de matières autorisées et des distances d'éloignement prévues pour réduire le risque de propagation d'incendie.

La matérialisation est faite de telle manière que le recouvrement du marquage par la matière stockée signifie un dépassement de la surface et/ou du volume autorisé.

Le mélange de balles de déchets de matières différentes (papiers/cartons <-> plastique) est interdit au sein d'un même îlot.

b) L'îlot de balles papiers/cartons répond aux caractéristiques suivantes : surface maximale : 180 m<sup>2</sup> ; hauteur maximale : 4 niveaux d'empilement maximum, pour une hauteur totale de 4 m.

L'îlot de balles plastique répond aux caractéristiques suivantes : surface maximale : 180 m<sup>2</sup> ; hauteur maximale : 3 niveaux d'empilement maximum, pour une hauteur totale de 3 m.

Les distances minimales suivantes sont respectées :

- entre les deux îlots : 10 m ;
- entre les deux îlots et le bord du quai : 3,5 m ;
- entre l'îlot de balles plastiques et la limite nord de l'établissement la plus proche : 15 m ;
- entre l'îlot de balles papiers/cartons et la limite nord de l'établissement la plus proche : 10 m ;
- entre l'îlot le plus proche et la place de parking de l'établissement la plus proche : 13 m.

Les espaces ainsi délimités sont vides de matières combustibles ou inflammables en permanence.

c) Sans préjudice des dispositions prévues au point 6.3 du présent arrêté, compte-tenu de la proximité immédiate de la Seine qu'il convient de protéger, l'exploitant prend les mesures suivantes :

- des glissières bétons armés sont disposés au droit du quai sur la longueur nécessaire pour limiter les envois,

17

- l'état des balles est vérifié chaque jour. Cette opération est consignée dans un registre. La vérification de l'état des balles fait l'objet d'une consigne particulière faisant apparaître les points de contrôle. Ces documents sont joints au dossier mentionné au point 4.7 du présent arrêté,
- le quai fait l'objet de nettoyage autant que nécessaire.

12.4.3 En extérieur, dans la partie centrale de l'établissement se trouve une zone d'entreposage de bennes dont les caractéristiques sont les suivantes :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondant e de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
25	Plastiques durs/souples et papier broyé, en bennes	2714	270	60	195	non
25	Capsules, en benne(s)	2716	30			non

Les bennes sont disposées le long d'une paroi coupe-feu de degré REI 120, située entre le parc à bennes et la zone d'entreposage de déchets non-conforme.

Par ailleurs, les distances minimales suivantes sont respectées :

- entre la zone 25 (parc à bennes) et la zone 21, ainsi que le bâtiment mentionné au point 12.4.1 du présent arrêté : 10 m.
- entre la zone 25 (parc à bennes) et la zone 24.1 (zone d'entreposage de balles) : 15 m.

Les espaces ainsi délimités sont vides de matières combustibles ou inflammables en permanence. Seul est autorisé le stationnement à proximité des engins nécessaires à l'exploitation.

12.4.4 En limite sud-ouest du site, le long de la darse, et à l'angle sud du site, en plus des zones 14 et 15 mentionnées au point 12.2.2 du présent arrêté, des casiers d'entreposage sont utilisés pour le transfert direct des déchets suivants :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondant e de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
10	Déchets d'ameublements	2716	1200	268	450	non <sup>2</sup>
11	Déchets verts <sup>1</sup>	2716	240	60	120	oui
12	Verres ménagers	2715	260	104	-	non
16	Câbles (métaux ferreux et non ferreux)	2713	300	60	800	non <sup>2</sup>
28	Déchets de graphite	2716	66	19,8	-	non

<sup>1</sup> La durée d'entreposage des déchets verts n'excède pas 24 heures. Tous les lixiviats engendrés par ces déchets sont canalisés et stockés dans une cuve double enveloppe enterrée. Le contenu de cette cuve est pompé aussi souvent que de besoin afin d'être traité dans une installation dûment autorisée.

<sup>2</sup> La zone d'entreposage est couverte lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :  
 - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée ;  
 - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Par ailleurs, les distances minimales suivantes sont respectées :

- entre la zone 10 (déchets d'ameublement) et le bâtiment mentionné au point 12.4.1 du présent arrêté : 8 m ;
- entre les zones d'entreposage mentionné au présent point et la zone 24.2 (zone d'entreposage de balles) : 15 m.

Les espaces ainsi délimités sont vides de matières combustibles ou inflammables en permanence.

Des parois coupe-feu de degré REI 120 seront présentes entre les casiers de la zone d'entreposage ainsi que le long de la darse. Les caractéristiques dimensionnelles de ces parois coupe-feu sont décrites dans l'étude incendie SETEC (rapport 46311\_R01C, version C du 19/03/2020).

**12.5 activité de réception, de transit, de tri de déchets industriels valorisables, de préparation et de conditionnement au transport de déchets de papier/carton et plastiques par compactage et mise en balle**

**12.5.1 Activité de tri/transit de déchets industriels valorisables**

Les zones d'entrepôts s'organisent de la manière suivante :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondant e de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantané e maximale autorisée (T)	Surface instantané e maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
13	Alvéole de secours multiflux / peut contenir l'ensemble des déchets acceptés par l'établissement relevant des rubriques 2714 et 2716	2714 / 2716	450	175,9 <sup>3</sup>	150	oui
21	DIV (papiers, cartons, plastiques, bois) en mélange <sup>1</sup>	2714	800	95,2	300	oui
23	Zone tampon multiflux <sup>2</sup> (papier/cartons)	2714	1016	175,9 <sup>3</sup>	508	non <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Une activité d'entreposage et de tri à la pelle de déchets industriels valorisables (papiers, cartons, plastiques, bois) en mélange est réalisée dans cette zone. Les matériaux triés sont évacués régulièrement. Il est interdit d'entreposer de manière permanente dans la zone des déchets plastiques triés.

<sup>2</sup> Trois parois coupe-feu de degré REI 120 entourent le stock 23. Les caractéristiques dimensionnelles de ces parois coupe-feu sont décrites dans l'étude incendie SETEC (rapport 46311\_R01C, version C du 19/03/2020).

<sup>3</sup> Les masses instantanées maximales autorisées des zones n°13 et 23 sont partagées, de manière à ce que la somme des masses des deux zones n'excède pas 175,9 tonnes.

<sup>4</sup> La zone d'entreposage est couverte lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :  
 - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée ;  
 - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

**12.5.2 Activité de préparation et de conditionnement au transport de déchets de papier/carton et plastique.**

**a) Presse à balle**

Une presse à balle automatique MACPRESSE type 111.1 (puissance : 140 kW) est installée sous l'auvent à proximité de la zone d'entreposage 26.

**b) Zone d'entreposage de carton en vrac destiné à l'alimentation de la presse**

La zone d'entreposage s'organise de la manière suivante :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondant e de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantané e maximale autorisée (T)	Surface instantané e maximale autorisée (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
26	Cartons en vrac	2714	667	66,7	250	oui

Il est interdit d'y entreposer tout autre déchet.

La zone d'entreposage est entourée sur ces deux côtés les plus proches des zones 21.1 et 24.2 par des parois coupe-feu de degré REI 120. Ces parois ont une hauteur de 4 m.

Une distance minimale de 10 m est respectée entre cette zone et la limite de propriété de l'établissement.

Cet espace ainsi délimité est vide de matières combustibles ou inflammables en permanence.

**c) zone d'entreposage extérieure de balles de papiers/cartons et plastiques**

Ces zones d'entreposage peuvent accueillir des balles produites par la presse de l'établissement ou en transit. Elles s'organisent de la manière suivante :

19

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m <sup>3</sup> ) autorisé (m <sup>3</sup> )	Masse instantanée maximale autorisée (t)	Surface instantanée maximale autorisée (m <sup>2</sup> ) autorisé (m <sup>2</sup> )	Zone couverte
24.1	Balles papiers/cartons et plastiques	2714	1320	2220 <sup>1</sup>	360	non <sup>2</sup>
24.2		2714	1680		440	non <sup>2</sup>

<sup>1</sup> La masse maximale autorisée comprend l'ensemble des zones 24 (y compris 24.3).

<sup>2</sup> La zone d'entreposage est couverte lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :  
 – la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée ;  
 – l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Par ailleurs, les zones d'entreposages 24.1 et 24.2 respectent les dispositions suivantes :

Les deux îlots d'entreposage sont matérialisés au sol afin de permettre la vérification visuelle du respect de la quantité maximale de matières autorisées et des distances d'éloignement prévues pour réduire le risque de propagation d'incendie.

La matérialisation est faite de telle manière que le recouvrement du marquage par la matière stockée signifie un dépassement des quantités autorisées.

Le mélange de balles de déchets de matières différentes « papiers/cartons <-> plastique » est autorisé au sein d'un même îlot, sous réserve que le mélange n'a pas lieu dans la hauteur par empilement.

La hauteur maximale d'empilement est déterminé par la nature du déchet entreposée.

Elle est de 4 niveaux d'empilement maximum pour les balles de papier/cartons, pour une hauteur totale de 4,4 m et de 3 niveaux d'empilement maximum pour les balles de plastiques, pour une hauteur totale de 3,3 m.

Les distances minimales suivantes sont respectées :

- entre la zone 24.1 (zone d'entreposage de balles) et la zone 25 (parc à bennes) : 15 m.
- entre la zone 24.2 (zone d'entreposage de balles) et les casiers d'entreposage situés le long de la darse mentionnée au point 12.4.4 du présent arrêté : 15 m.
- entre la zone 24.2 (zone d'entreposage de balles) et la zone 23 (zone tampon multiflux) : 8 m.

Les espaces ainsi délimités sont vides de matières combustibles ou inflammables en permanence. »

### TITRE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION

#### ARTICLE 17 : OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### « ARTICLE 2 : OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées au R. 516-1-5° du code de l'environnement et listées dans le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique
2714.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.
2716.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, [...] et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, [...] et 2971.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.»

#### **ARTICLE 18 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« ARTICLE 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 285 155 € TTC.

Ce montant a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte l'indice TP01 de 726,6324 (janvier 2020, paru au J.O du 14/05/2020), ainsi qu'un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site défini au point 10.6 et au chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 modifié. »

#### **ARTICLE 19 : DELAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« ARTICLE 4 : DÉLAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières doivent être constituées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 3, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 (NOR : DEVP1227565A) »

### **TITRE 4 DELAIS, VOIE DE RECOURS, PUBLICATION et EXECUTION**

#### **ARTICLE 20 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

#### **ARTICLE 21 PUBLICATION**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### **ARTICLE 22 : EXECUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

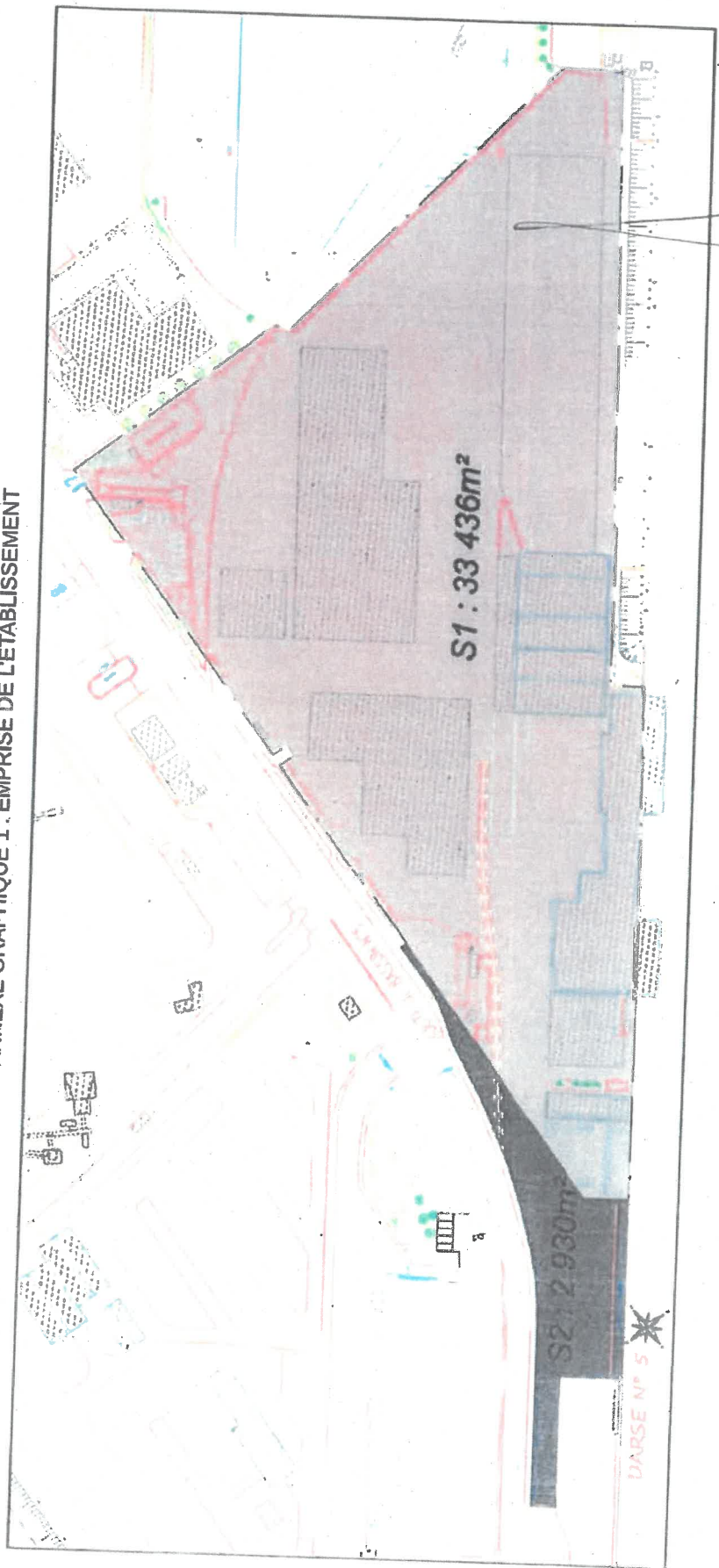
Pour le Préfet et par  
Le Secrétaire Général

Vincent

#### **Annexes :**

- annexe 1 ; emprise de l'établissement
- annexe 2 ; schéma général d'implantation des zones d'entreposage

ANNEXE GRAPHIQUE 1 : EMPRISE DE L'ÉTABLISSEMENT



du, pour être annexé  
Région de la Gironde

22

ANNEXE GRAPHIQUE 2 : SCHEMA GENERAL D'IMPLANTATION DES ZONES D'ENTREPOSAGE

Zone n°	Typologie déchets	Capacité	Zone n°	Typologie déchets	Capacité
1	Déchets de démolition	1 232 m³	21	DV (papiers, cartons, plastiques, bois)	800 m³
2	Objets encombrants	80 m³	22	Zone tampon multiflux (papiers / cartons)	0 m³
3	Objets encombrants	560 m³	23	Zone tampon multiflux (papiers / cartons)	1 016 m³
4	Gravats issus du tri	250 m³	24.1	Balles papier / cartons ou plastiques (sacs + transit)	1 320 m³
5	Pierre	190 m³	24.2	Balles papier / cartons ou plastiques (sacs + transit)	1 680 m³
6	Poussières (en big-bags)	150 m³	24.3	Plastique dur ou souple, papier broyé ou capsules (en benne)	1 440 m³
7	Métaux	100 m³	25	Plastique dur ou souple, papier broyé ou capsules (en benne)	300 m³
8	Gravats propres (transfert direct)	90 m³	26	Carton en vrac	667 m³
9	Déchets ultimes / DAE non valorisables (casse)	840 m³	27	Pneus	100 m³
10	Déchets amueblément	1 200 m³	28	Graphite	66 m³
11	Déchets verts	240 m³			
12	Verre	260 m³			
13	Avicole de secours multiflux	450 m³			
14	Acier/Feraille	150 m³			
15	DEEE	150 m³			
16	Câbles (dont métaux ferreux et non ferreux)	800 m³			
17	Blocs béton issus du tri	178 m³			
18	Bois	820 m³			
19	Broyat de bois	2 600 m³			
20	Fine de bois	1 350 m³			

- Stockage déchets en aérovoles
- Stockage déchets en bennes
- Stockage déchets en balles
- Stockage poussières en big-bags
- Pont bascule
- Stockage déchets non conformes





**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral complémentaires DCPAT n°2021-43 du 16 avril 2021, visant à imposer, dans un délai d'un mois, à la société PMC Isochem, la réalisation d'études complémentaires portant sur l'analyse de l'intégrité actuelle du citernage central ainsi que son maintien en fonctionnement dans des conditions de sécurités acceptables, et démontant la capacité du système de défense contre l'incendie de l'établissement qu'exploite au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers.**

**Le préfet des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment les articles L171-6, L.171-8, L.511-1, L181-14 et R.181-45,
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret n° 2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France,
- Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DAG 3-92 100 du 27 novembre 1992,
- Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation aux installations de la société Isochem située au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers et portant abrogation des conditions 5, 6, 7, 8, 13, 14, 41, 42, 43, 44, 45, et 46 de l'Article I de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1992 réglementant l'ensemble des activités présentes sur le site,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2013-60 du 15 avril 2013 prescrivant à la société Isochem de nouvelles prescriptions techniques concernant les évolutions du site ainsi que les mesures de maîtrise des risques de ses installations situées au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'étude de danger de l'établissement PMC Isochem (version juin 2014),
- Vu** les visites réalisées par l'inspection des installations classées les 3 octobre 2019, 20 mai 2020, 26 juin 2020 et le 11 février 2021 dans les locaux de la société PMC Isochem, situé 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers,



**Vu** les éléments de réponses formulées par l'exploitant par courriers en date du 16 octobre 2020 et du 14 janvier 2021,

**Vu** le devis de l'étude technico-économique remis par la société LASSARAT,

**Vu** l'étude relative à la vérification du système de lutte contre l'incendie réalisée par un cabinet d'expertise,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE), en date du 4 mars 2021, proposant au préfet de prendre un arrêté de mesure complémentaire afin d'imposer à l'exploitant la remise d'étude complémentaire portant sur :

- l'analyse de l'intégrité actuelle du citernage central, et son maintien en fonctionnement dans des conditions de sécurité acceptables,
- la démonstration de la capacité du système de défense contre l'incendie de l'établissement à l'extinction d'un sinistre dans des délais permettant raisonnablement d'écarter le risque de déformation de la structure pouvant conduire à la survenue de l'accident catastrophique redouté, y compris en situation dégradée.

**Vu** le courrier de la DRIEE en date du 4 mars 2021 transmettant à la société PMC Isochem le rapport du 4 mars 2021 précité proposant au préfet de prendre un arrêté de mesure complémentaire à son encontre et de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

**Vu** les observations de l'exploitant transmises par courrier du 23 mars 2021 et complétées par courriel du 25 mars 2021,

**Vu** la note de la cheffe du service risques et installations classées de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des transports d'Ile-de-France, en date du 7 avril 2021,

**Considérant** que le devis de l'étude technico-économique remis par la société LASSARAT ne mentionne pas certains coûts relatifs à la mise en sécurité du chantier alors que l'exploitant doit prendre en compte ces impératifs de sécurité,

**Considérant** que l'étude de dangers impose que la structure métallique sur laquelle reposent les cuves aériennes puisse résister 6 heures au feu,

**Considérant** que le devis de l'étude technico-économique mentionne une diminution de la tenue au feu de 6 heures à 2 heures,

**Considérant** qu'il est nécessaire que l'exploitant s'assure que la structure métallique sur laquelle reposent les cuves aériennes puisse résister 6 heures au feu, ou qu'il démontre que la diminution de la tenue au feu de 6 heures à 2 heures est sans effet sur les conclusions de l'étude de danger, et dans ce cas devra réviser les éléments afférents de l'étude de danger en conséquence,

**Considérant** que l'exploitant n'a pas fourni d'étude complémentaire visant à estimer l'état de dégradation par la corrosion de la structure métallique,

**Considérant** que le cabinet d'expertise en charge de la vérification du système de lutte contre l'incendie a conclu que le flochage coupe-feu de la structure métallique soutenant le citernage principal se détériore fortement et diminue de façon importante la résistance mécanique face à l'incendie et a constaté également la présence d'oxydation de la structure métallique et des chemins de câbles en précisant que les travaux de remises en conformité doivent être exécutés dans les meilleurs délais et dans les règles de l'art,

**Considérant** que l'évaluation des conséquences d'un scénario catastrophe induisant, sous l'effet ou non d'un incendie, la ruine de la structure métallique du citernage central, n'a pas été prise en compte dans l'étude de danger,

**Considérant** qu'il est nécessaire de s'assurer de l'intégrité actuelle du citernage central, et de son maintien en fonctionnement dans des conditions de sécurité acceptables,

**Considérant** qu'il est nécessaire que l'exploitant fasse la démonstration que le système de défense contre l'incendie mis en place dans son établissement permette, dans un délai raisonnable, l'extinction d'un sinistre et ainsi écarter le risque de déformation de la structure afin d'éviter la survenue d'un accident catastrophe redouté, y compris en situation dégradée,

**Considérant** qu'il est nécessaire, au regard de la menace que pourrait faire peser un tel sinistre présentant des effets attendus à l'extérieur du site qui pourrait impacter des tiers sur les intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement, de faire usage des dispositions prévues par les articles L.181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, afin de faire évaluer par l'exploitant l'urgence de la situation,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

La société PMC Isochem, représentée par son directeur de site, pour son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, est tenu de transmettre, l'étude décrite à l'article 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Etude complémentaire visant à déterminer le caractère urgent des rénovations de la structure supportant le citernage central.**

#### ***Article 2.1 :***

La société PMC Isochem doit réaliser, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, une étude portant sur la détermination des désordres de l'installation, notamment la corrosion et l'état de fatigue des matériaux employés (non exhaustif) : structure métallique, supports, systèmes de fixation, systèmes de transferts, chemins de câbles, tuyauteries, accessoires de productions, etc.

Cette étude devra être conclusive sur la possibilité du maintien en fonctionnement de l'installation et indiquera, le cas échéant, le risque résiduel considéré comme acceptable par l'exploitant.

#### ***Article 2.2***

La société PMC Isochem tient informés, sans délai, monsieur le préfet des Hauts-de-Seine et l'inspection des installations classées, de l'avancée de l'étude et des éventuelles conclusions intermédiaires.

La version finale de l'étude prescrite par le présent arrêté est transmise par l'exploitant dans les plus brefs délais, par courriel à l'inspection des installations classées, et par courrier au bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques (BEICEP) de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 3 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 4 : Notification**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

#### **ARTICLE 5 : Publication**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### **ARTICLE 6 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Nanterre, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Préfet et par délégation  
Secrétaire Général



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral DCPAT n°2021-44 du 16 avril 2021, mettant en demeure la société PMC Isochem de respecter dans un délai de 5 mois, la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE /2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 ainsi que l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n°2013-60 du 15 avril 2013 pour les installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers.**

**Le préfet des Hauts-de-Seine,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.511-1,
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret n° 2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France,
- Vu** l'arrêté ministériel du 1 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DAG 3-92 100 du 27 novembre 1992,
- Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE/2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation aux installations de la société Isochem située au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers et portant abrogation des conditions 5, 6, 7, 8, 13, 14, 41, 42, 43, 44, 45, et 46 de l'article I de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1992 réglementant l'ensemble des activités présentes sur le site,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n° 2013-60 du 15 avril 2013 prescrivant à la société Isochem de nouvelles prescriptions techniques concernant les évolutions du site ainsi que les mesures de maîtrise des risques de ses installations situées au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** les visites réalisées par l'inspection des installations classées les 3 octobre 2019, 20 mai 2020, 26 juin 2020 et le 11 février 2021 dans les locaux de la société PMC Isochem, situé 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers,
- Vu** les courriers de réponse de l'exploitant en date 16 octobre 2020 et du 14 janvier 2021,

**Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE), en date du 4 mars 2021, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société PMC ISOICHEM France comme suite au non respect de ;

- la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE /2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 précité, relative aux règles de stockages,
- de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n°2013-60 du 15 avril 2013 précité relatif à la conformité au dossier et modifications,

**Vu** le courrier en date du 4 mars 2021 transmettant à la société PMC Isochem le rapport du 4 mars 2021 précité proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à son encontre et de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

**Vu** les observations formulées par l'exploitant, par courrier du 23 mars 2021,

**Vu** la note de la cheffe du service risques et installations classées de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des transports d'Ile-de-France, en date du 7 avril 2021, maintenant la proposition faite au préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure,

**Considérant** que l'exploitant n'a pas doté le parc à fût, qu'il exploite au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, d'un volume de rétention conforme aux capacités requises compte-tenu de la quantité de matières inflammables susceptibles d'être stockées sur le site, en méconnaissance de la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE /2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 précité, relative aux règles de stockages,

**Considérant** que l'exploitant n'exploite pas la structure métallique soutenant le citernage central conformément aux données techniques contenues dans l'étude de danger (version du 4 juin 2021), en méconnaissance de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n°2013-60 du 15 avril 2013 précité, relatif à la conformité au dossier et modifications,

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société PMC Isochem, représentée par son directeur de site, pour son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions des articles 2 et 3 ci-dessous.

### ARTICLE 2 :

La société PMC Isochem est mise en demeure de respecter la condition 24-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DATEDE /2 n°2008-141 du 12 novembre 2008 précité, relative aux règles de stockages.

Elle devra doter les parcs de fûts qu'elle exploite d'une capacité de rétention suffisamment importante par rapport à la quantité maximum de matières inflammables susceptibles d'être stockées en prenant en compte les hypothèses de l'étude de danger concernant le volume stocké.

### ARTICLE 3 :

La société PMC Isochem est mise en demeure de respecter l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n°2013-60 du 15 avril 2013 précité, relatif à la conformité au dossier et modifications.

Elle devra mettre en place les mesures permettant d'exploiter la structure métallique soutenant le citernage central conformément aux données techniques contenues dans l'étude de danger dans sa version du 4 juin 2012.

#### **ARTICLE 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

#### **ARTICLE 6 - Publication**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### **ARTICLE 7 - Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

de

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie  
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture  
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

**Directeur de la publication :**

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : [courrier@hauts-de-seine.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.gouv.fr)

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>